



KPMG SA  
9 avenue de l'Europe  
Espace Européen de l'Entreprise  
67300 Schiltigheim

# MOBILEX

## Rapport du commissaire aux comptes sur les comptes annuels

Exercice clos le 31 décembre 2023

MOBILEX

Parc d'activités Les Couturiers - 67242 BISCHWILLER

Ce rapport contient 15 pages

Référence : GTC-242-176

KPMG S.A., société d'expertise comptable et de commissaires aux comptes inscrite au Tableau de l'Ordre des experts comptables de Paris sous le n° 143008010101 et rattachée à la Compagnie régionale des commissaires aux comptes de Versailles et du Centre. Société française membre du réseau KPMG constitué de cabinets indépendants affiliés à KPMG International Limited, une société de droit anglais (private company limited by guarantee).

Société anonyme à conseil d'administration  
Siège social :  
Tour EQHO  
2 avenue Gambetta  
CS 60055  
92066 Paris La Défense Cedex  
Capital social : 5 497 100 €  
775 726 417 RCS Nanterre



KPMG SA  
9 avenue de l'Europe  
Espace Européen de l'Entreprise  
67300 Schiltigheim

## **MOBILEX**

Parc d'activités Les Couturiers - 67242 BISCHWILLER

### **Rapport du commissaire aux comptes sur les comptes annuels**

Exercice clos le 31 décembre 2023

À l'assemblée générale de l'association MOBILEX,

### **Opinion**

En exécution de la mission que vous nous avez confiée, nous avons effectué l'audit des comptes annuels de l'association MOBILEX relatifs à l'exercice clos le 31 décembre 2023, tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de l'association à la fin de cet exercice.

### **Fondement de l'opinion**

#### **Référentiel d'audit**

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie "Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels" du présent rapport.

#### **Indépendance**

Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance prévues par le code de commerce et par le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes, sur la période du 1er janvier 2023 à la date d'émission de notre rapport.



## **Justification des appréciations**

En application des dispositions des articles L.821-53 et R.821-180 du code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous vous informons que les appréciations les plus importantes auxquelles nous avons procédé, selon notre jugement professionnel, ont porté sur le caractère approprié des principes comptables appliqués, le caractère raisonnable des estimations significatives retenues et sur la présentation d'ensemble des comptes, notamment pour ce qui concerne les subventions d'exploitation, les ventes, les achats et charges externes et les disponibilités.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes annuels pris dans leur ensemble et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes annuels pris isolément.

## **Vérifications spécifiques**

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par les textes légaux et réglementaires.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans le rapport financier du Directeur et dans les autres documents sur la situation financière et les comptes annuels adressés aux membres.

## **Responsabilités de la direction et des personnes constituant le gouvernement d'entreprise relatives aux comptes annuels**

Il appartient à la direction d'établir des comptes annuels présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes annuels, il incombe à la direction d'évaluer la capacité de l'association à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider l'association ou de cesser son activité.

Les comptes annuels ont été arrêtés par Conseil d'administration.

## **Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels**

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes annuels. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L.821-55 du code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre association.



Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit. En outre :

- il identifie et évalue les risques que les comptes annuels comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;
- il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;
- il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes annuels ;
- il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de l'association à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes annuels au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;
- il apprécie la présentation d'ensemble des comptes annuels et évalue si les comptes annuels reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle.

Schiltigheim, le 27 juin 2024

KPMG SA

Guy TROFFER CHARLIER  
Associé

# Bilan Actif

		31/12/2023			31/12/2022
		Brut	Amort. et Dépréc.	Net	Net
ACTIF IMMOBILISE	<b>IMMOBILISATIONS INCORPORELLES</b>				
	Frais d'établissement				
	Frais de recherche et de développement				
	Donations temporaires d'usufruit				
	Concessions brevets droits similaires	46 853	43 235	3 618	2 049
	Autres immobilisations incorporelles (1)				
	Immobilisations incorporelles en cours				
	Avances et acomptes				
	<b>IMMOBILISATIONS CORPORELLES</b>				
	Terrains				
	Constructions	220 289	48 319	171 970	190 681
	Installations techniques,mat. et outillage indus.	152 493	122 898	29 594	48 005
	Autres immobilisations corporelles	149 928	128 793	21 135	18 638
	Immobilisations corporelles en cours	4 925		4 925	4 925
	Avances et acomptes				
	<b>BIENS RECUS PAR LEGS OU DONATIONS DESTINES A ETRE CEDES</b>				
	<b>IMMOBILISATIONS FINANCIERES (2)</b>				
	Participations évaluées selon mise en équival.	15 929		15 929	15 929
	Autres participations	3 000		3 000	3 000
	Créances rattachées à des participations				
	Autres titres immobilisés				
	Prêts				
	Autres immobilisations financières	1 015		1 015	1 015
<b>TOTAL ( I )</b>		<b>594 432</b>	<b>343 245</b>	<b>251 187</b>	<b>284 243</b>
ACTIF CIRCULANT	<b>STOCKS ET EN-COURS</b>				
	Matières premières, approvisionnements				
	En-cours de production de biens				
	En-cours de production de services				
	Produits intermédiaires et finis				
	Marchandises				
	<b>Avances et Acomptes versés sur commandes</b>				
	<b>CREANCES (3)</b>				
	Créances clients, usagers et comptes rattachés	110 023	6 618	103 405	82 840
	Créances reçues par legs ou donations				
	Autres créances	106 903		106 903	185 029
	<b>VALEURS MOBILIERES DE PLACEMENT</b>	10 542		10 542	38 238
	<b>DISPONIBILITES</b>	48 376		48 376	25 198
COMPTES DE REGULARISATION	Charges constatées d'avance	14 203		14 203	13 185
	<b>TOTAL ( II )</b>	<b>290 047</b>	<b>6 618</b>	<b>283 429</b>	<b>344 490</b>
	Frais d'émission d'emprunt à étaler ( III )				
	Primes de remboursement des obligations ( IV )				
	Ecarts de conversion actif ( V )				
<b>TOTAL ACTIF ( I à V )</b>		<b>884 479</b>	<b>349 863</b>	<b>534 616</b>	<b>628 733</b>
(1) dont droit au bail					
(2) dont à moins d'un an				1 015	1 015
(3) dont à plus d'un an					

# Bilan Passif

		31/12/2023	31/12/2022
FONDS PROPRES	<b>Fonds propres sans droit de reprise</b>		
	Fonds propres statutaires	13 720	13 720
	Fonds propres complémentaires		
	<b>Fonds propres avec droit de reprise</b>		
	Fonds propres statutaires		
	Fonds propres complémentaires	12 000	18 000
	Ecarts de réévaluation		
	Réserves		
	Réserves statutaires ou contractuelles		
	Réserves pour projet de l'entité		
	Autres		
	Report à nouveau	(36 270)	(6 025)
	<b>Excédent ou déficit de l'exercice</b>	<b>(39 664)</b>	<b>(30 245)</b>
	<b>Total des fonds propres (situation nette)</b>	<b>(50 214)</b>	<b>(4 550)</b>
	Fonds propres consommables		
	Subventions d'investissement	157 071	201 510
	Provisions réglementées		
	<b>Total des autres fonds propres</b>	<b>157 071</b>	<b>201 510</b>
	<b>Total des fonds propres</b>	<b>106 858</b>	<b>196 961</b>
Fonds reportés et dédiés	Fonds reportés liés aux legs ou donations		
	Fonds dédiés sur subventions d'exploitation		
	Fonds dédiés sur contributions financières d'autres organismes		
	Fonds dédiés sur ressources liées à la générosité du public		
	<b>Total des fonds reportés et dédiés</b>		
Provisions	Provisions pour risques		
	Provisions pour charges	6 200	4 687
	<b>Total des provisions</b>	<b>6 200</b>	<b>4 687</b>
DETTES (1)	<b>DETTES FINANCIERES</b>		
	Emprunts obligataires convertibles		
	Autres emprunts obligataires		
	Emprunts dettes auprès des établissements de crédit (2)	126 632	132 347
	Emprunts et dettes financières divers	47 450	1 751
	Avances et acomptes reçus sur commandes en cours		7 500
	<b>DETTES D'EXPLOITATION</b>		
	Dettes fournisseurs et comptes rattachés	59 634	51 143
	Dettes des legs ou donations		
	Dettes fiscales et sociales	85 910	109 487
	<b>DETTES DIVERSES</b>		
	Dettes sur immobilisations et comptes rattachés		
	Autres dettes	27 419	59 765
	Produits constatés d'avance	74 513	65 091
	<b>Total des dettes</b>	<b>421 558</b>	<b>427 085</b>
	Ecarts de conversion passif		
	<b>TOTAL PASSIF</b>	<b>534 616</b>	<b>628 733</b>
	Résultat de l'exercice exprimé en centimes	(39 664,07)	(30 244,60)
	(1) Dont à moins d'un an	421 558	419 585
	(2) Dont concours bancaires courants, et soldes créditeurs de banques et CCP	74 092	48 564

## Compte de Résultat 1/2

		31/12/2023	31/12/2022
		12 mois	12 mois
PRODUITS D'EXPLOITATION	Cotisations		
	Vente de biens et services		
	Ventes de biens	131 372	36 095
	dont ventes de dons en nature	72	
	Ventes de prestations de service	316 185	315 275
	dont parrainages	4 551	15 699
	Produits de tiers financeurs		
	Concours publics et subventions d'exploitation	588 504	523 537
	Versements des fondateurs ou consommations de la dotation consommable		
	Ressources liées à la générosité du public		
	Dons manuels		
	Mécénats		
	Legs, donations et assurances-vie		
	Contributions financières		21 956
	Reprises sur amortissements, dépréciations, provisions et transferts de charges	18 100	39 534
	Utilisations des fonds dédiés		37 670
	Autres produits	788	6 761
Total des produits d'exploitation		1 054 949	980 828
CHARGES D'EXPLOITATION	Achats de marchandises	114 916	15 889
	Variation de stock		
	Achats de matières et autres approvisionnements	34 184	45 318
	Variation de stock		
	Autres achats et charges externes	220 540	195 955
	Aides financières		
	Impôts, taxes et versements assimilés	16 525	16 380
	Salaires et traitements	566 133	577 905
	Charges sociales	119 812	112 734
	Dotation aux amortissements et dépréciations	62 911	55 143
	Dotation aux provisions		2 515
	Reports en fonds dédiés		
	Autres charges	2 599	20 413
Total des charges d'exploitation		1 137 621	1 042 251
RESULTAT D'EXPLOITATION		(82 672)	(61 423)

## Compte de Résultat 2/2

		31/12/2023	31/12/2022
<b>RESULTAT D'EXPLOITATION</b>		<b>(82 672)</b>	<b>(61 423)</b>
<b>PRODUITS FINANCIERS</b>	De participation	1 156	
	D'autres valeurs mobilières et créances d'actif immobilisé		
	Autres intérêts et produits assimilés	5	471
	Reprises sur provisions, dépréciations et transferts de charges		
	Différences positives de change		
	Produits nets sur cessions de valeurs mobilières de placement		
<b>Total des produits financiers</b>		<b>1 161</b>	<b>471</b>
<b>CHARGES FINANCIÈRES</b>	Dotations aux amortissements, aux dépréciations et aux provisions		
	Intérêts et charges assimilées	4 873	2 967
	Différences négatives de change		
	Charges nettes sur cessions de valeurs mobilières de placement		
<b>Total des charges financières</b>		<b>4 873</b>	<b>2 967</b>
<b>RESULTAT FINANCIER</b>		<b>(3 712)</b>	<b>(2 496)</b>
<b>RESULTAT COURANT avant impôts</b>		<b>(86 385)</b>	<b>(63 919)</b>
<b>PRODUITS EXCEPTIONNELS</b>	Sur opérations de gestion	2 627	2 402
	Sur opérations en capital	44 439	33 316
	Reprises sur provisions, dépréciations et transferts de charges		
	<b>Total des produits exceptionnels</b>	<b>47 066</b>	<b>35 718</b>
<b>CHARGES EXCEPTIONNELLES</b>	Sur opérations de gestion	305	2 020
	Sur opérations en capital		
	Dotations aux amortissements, aux dépréciations et aux provisions		
	<b>Total des charges exceptionnelles</b>	<b>305</b>	<b>2 020</b>
<b>RESULTAT EXCEPTIONNEL</b>		<b>46 761</b>	<b>33 698</b>
Participation des salariés aux résultats			
Impôts sur les bénéfices			24
<b>TOTAL DES PRODUITS</b>		<b>1 103 176</b>	<b>1 017 017</b>
<b>TOTAL DES CHARGES</b>		<b>1 142 840</b>	<b>1 047 262</b>
<b>EXCEDENT ou DEFICIT</b>		<b>(39 664)</b>	<b>(30 245)</b>
<b>CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES EN NATURE</b>			
Dons en nature			
Prestations en nature			
Bénévolat			
<b>TOTAL</b>			
<b>CHARGES DES CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES EN NATURE</b>			
Secours en nature			
Mise à disposition gratuite de biens			
Prestations			
Personnel bénévole			
<b>TOTAL</b>			



Annexe au bilan avant répartition de l'exercice 2023, dont le total est de 534 616 € et au compte de résultat de l'exercice dont le total des charges est de 1 142 840 € et présentant un déficit de 39 664,07 €.

L'exercice a une durée de 12 mois, couvrant la période du 01/01/2023 au 31/12/2023.

Les notes et les tableaux présentés ci-après, font partie intégrante des comptes annuels. Le compte de résultat présenté comporte une erreur d'affichage

TOTAL DES PRODUITS	1 103 176
TOTAL DES CHARGES	1 142 840
EXCEDENT ou DEFICIT	(39 664)

Le montant de l'IS, d'un montant de 41 € apparaît dans les totaux..

## 1- Objet Social

L'objet social de notre entité est décrit ainsi dans les statuts :

- promouvoir l'accès à la mobilité des personnes en difficulté sociale et/ou professionnelle, afin de permettre une meilleure insertion dans la vie active ;
- fédérer l'action de l'ensemble des acteurs liés à la mobilité (compagnies d'assurance, garage, auto-écoles, partenaires sociaux, ...)
- mettre en place et utiliser l'ensemble des moyens et activités nécessaires à la réalisation de l'objet associatif.

Les emplois créés seront destinés prioritairement à des personnes en situation précaire et viseront à favoriser leur intégration professionnelle et sociale par l'accompagnement social, l'information et la formation.

## 2- Nature et périmètre des activités ou missions sociales réalisées

La nature des activités ou missions sociales réalisées durant l'exercice peut être résumée ainsi :

- Accueil de personnes prescrites par les partenaires de l'insertion et de l'emploi au sein de la plateforme de mobilité comprenant :
  - Accompagnement à l'acquisition du savoir bouger par des conseillers mobilités
  - Accès à des outils du pouvoir bouger (mise à disposition de moyens de déplacement)
- Aux fins de réaliser ces dernières, réalisation d'activité bénéficiant d'agrément de l'Etat :
  - Atelier et Chantier d'Insertion
  - Ecole de conduite à Statut Associatif
  - Organisme de formation

## 3- Description des moyens mis en œuvre

Les principaux moyens mis en œuvre par notre entité afin de réaliser les activités décrites au paragraphe précédent sont les suivants :

### a) Ressources humaines :

L'effectif est de 28 salariés représentant 22,93 ETP au 31 Décembre 2023. A titre de comparaison, l'effectif au 31 Décembre 2022 représentait 25 salariés représentant 23,33 ETP.

Ces effectifs comprennent :

- 1 salarié sur contrat CUI CAE représentant 1 ETP
- 16 salariés en CDDI représentant 11,50 ETP au sein de l'Atelier et Chantier d'Insertion

### b) Autres moyens :

L'association dispose de locaux localisés comme suit :

- Atelier technique support de l'ACI situé à Betschdorf loué par la SCI NL Immobilier
- Permanence d'accueil de Strasbourg mise à disposition par la Mission Locale de Schiltigheim

**4- Faits caractéristiques d'importance significative, de l'exercice et postérieurs à la clôture****Faits caractéristiques de l'exercice**

L'exercice a été caractérisé par les faits d'importance significative suivants :

Le travail collaboratif avec les acteurs de la mobilité inclusive du Haut-Rhin visant création d'un consortium d'acteurs pouvant répondre à l'échelle du territoire alsacien à une construction d'offres de mobilité inclusive. Cette réflexion a amené le Conseil d'Administration de MOBILEX à échanger avec un acteur du Haut-Rhin, le groupe ALEOS, qui a abouti à la signature d'un partenariat structurant et engageant qui se traduit concrètement par :

- L'intégration de chaque structure dans le Conseil d'Administration de l'autre,
- La mise en place d'une convention financière entre les 2 structures visant à consolider la trésorerie de l'association MOBILEX. Cela s'est traduit concrètement par un premier apport en trésorerie de 45 000 €.

Ce rapprochement amènera en 2024 une modification des statuts de l'association MOBILEX.

La convention de partenariat signée avec ALEOS permet d'assurer la continuité. Le Conseil d'Administration a mis en œuvre toutes les actions nécessaires à ce titre.

**Faits caractéristiques postérieurs à la clôture**

L'Assemblée Générale Extraordinaire venant modifier les statuts de l'association MOBILEX s'est tenue le 31 mai 2024. Ces derniers sont en cours de dépôt auprès du greffe.

**5- Principes et méthodes comptables****Principes généraux**

Le règlement ANC 2018-06 s'applique aux comptes afférents aux exercices ouverts à compter du 1er janvier 2020. Il peut être appliqué par anticipation pour l'exercice en cours à sa date de publication (le 30/12/2018).

Les comptes annuels de notre entité pour cet exercice clos ont été arrêtés conformément aux dispositions du code de commerce, aux dispositions spécifiques applicables du règlement ANC 2018-06 et, à défaut d'autres dispositions spécifiques, à celles du règlement ANC 2014-03 relatif au plan comptable général.

Les comptes annuels ont été arrêtés conformément aux dispositions du code de commerce et du plan comptable général.

Les conventions générales comptables ont été appliquées dans le respect du principe de prudence, conformément aux hypothèses de base : continuité de l'exploitation, permanence des méthodes, comptables d'un exercice à l'autre, indépendance des exercices, conformément aux règles générales d'établissement et de présentation des comptes annuels.

**6- Actif immobilisé**

A leur date d'entrée dans le patrimoine de l'entité, la valeur des actifs est déterminée dans les conditions suivantes :

- Les actifs acquis à titre onéreux sont comptabilisés à leur coût d'acquisition ;
- Les actifs produits par l'entité sont comptabilisés à leur coût de production ;

### A) Etat des immobilisations :

	Valeur brute début d'exercice	Augmentations	
		Poste à poste	Acquisitions
- Immobilisations incorporelles	43 845 €		3 008 €
- Installations générales	220 289 €		
- Outillage industriel	149 517 €		2 975 €
- Matériel roulant	117 723 €		14 098 €
- Matériel informatique et mobilier de bureau	24 505 €		1 644 €
- Immobilisations en cours	4 925 €		
- Immobilisations financières	19 944 €		
TOTAL	580 748 €		21 725 €

	Diminutions		Valeur brute en fin d'exercice	Réévaluation valeur d'origine fin d'exercice
	Poste à Poste	Cessions		
- Immobilisation incorporelle		2 847 €	46 853 €	
- Installations générales			220 289 €	
- Outillage industriel			152 492 €	
- Matériel roulant			128 974 €	
- Matériel informatique et mobilier de bureau	5 195 €		20 954 €	
- Immobilisations en cours			4 925 €	
- Immobilisations financières			19 944 €	
TOTAL		8 042 €	594 431 €	

### B) Etat des amortissements :

Situations et mouvements de l'exercice	Montant début d'exercice	Dotations de l'exercice	Diminutions reprises	Montant fin d'exercice
- Immobilisation incorporelle	41 796 €	1 439 €		43 235 €
- Installations générales	29 608 €	18 711 €		48 319 €
- Outillage industriel	101 512 €	21 386 €		122 898 €
- Matériel roulant	100 915 €	12 388 €	2 847 €	110 456 €
- Matériel informatique et mobilier de bureau	22 675 €	857 €	5 195 €	18 337 €
<b>TOTAL</b>	<b>296 506 €</b>	<b>54 781 €</b>	<b>8 042 €</b>	<b>343 245 €</b>

### C) Évaluation des amortissements :

Les méthodes et les durées d'amortissement retenues ont été les suivantes :

Catégorie	Mode	Durée
Immobilisation incorporelle	LINEAIRE	2 ans à 3 ans
Installations générales	LINEAIRE	2 ans à 7 ans
Outillage industriel	LINEAIRE	3 à 5 ans
Matériel roulant	LINEAIRE	2 ans
Matériel informatique et mobilier de bureau	LINEAIRE	2 à 5 ans

### D) Informations relatives aux filiales et participations

Informations financières	Capital	Réserves et report à nouveau avant affectation des	Quote-part du capital détenue (en %)	Valeurs comptables des titres détenus	Prêts et avances consentis par la société et non encore remboursés	Montant des cautions et avals donnés par la société	Chiffre d' affaires HT du dernier exercice écoulé	Résultats du dernier exercice clos	Dividendes encaissés par la société au cours de l'exercice
Conciergerie Solidaire d'Alsace	19 800 €	0	15,15 %	3 000 €	Néant	Néant	0	Néant	0

### 7- Actifs circulants et dettes d'exploitation

#### A) Évaluation des créances et des dettes :

Les créances et dettes ont été évaluées pour leur valeur nominale.

#### B) Dépréciation des créances :

Les créances ont, le cas échéant, été dépréciées par voie de provision pour tenir compte des difficultés de recouvrement auxquelles elles étaient susceptibles de donner lieu.

#### C) État des échéances des créances :

État des créances	Montant brut	A 1 an au plus	A plus d'1 an
Dépôts et cautionnements versés	1 015 €		1 015 €
Clients et comptes rattachées	99 016 €	99 016 €	
Avance Fournisseurs			
Personnel et comptes rattachés	1 484 €	1 484 €	
Débiteurs divers	105 419 €	105 419 €	
<b>TOTAL</b>	<b>206 934 €</b>	<b>205 919 €</b>	<b>1 015 €</b>

#### D) État des échéances des dettes :

État des dettes	Montant brut	A 1 an au plus	De 1 à 5 ans	A plus de 5 ans
Emprunts et dettes financières	52 535 €	23 854 €	28 681 €	€
Découverts et intérêt courus	74 097 €	74 097 €		
Dépôts et cautionnements reçus	2 450 €	2 450 €		
Fournisseurs et comptes rattachés	59 634 €	59 634 €		
Personnel et comptes rattachés	30 276 €	30 276 €		
Sécurité sociale et autres organismes sociaux	48 319 €	48 319 €		
Autres impôts taxes et assimilés	7 315 €	7 315 €		
Créditeurs divers	27 419 €	27 419 €		
<b>TOTAL</b>	<b>302 045 €</b>	<b>273 364 €</b>	<b>28 681 €</b>	

### E) Disponibilités en Euros :

Les liquidités disponibles en caisse ou en banque ont été évaluées pour leur valeur nominale.

### F) Détail des produits à recevoir et créances restant à encaisser :

	Montant
Subvention aux postes de travail (ASP)	15 900 €
Subvention FSE (Collectivité européenne d'Alsace)	43 650 €
Subvention Collectivités Territoriales (EMS)	15 000 €
DEETS sur CEJ JR - Emergence	13 200 €
Autres débiteurs divers	17 669 €
Factures à établir	4 019 €
<b>TOTAL</b>	<b>109 438 €</b>

### G) Détail des charges à payer :

	Montant
Achat et Consommables	4 874 €
Charges externes	844 €
Honoraires	7 140 €
Taxes et Impôts Locaux	530 €
Congés payés et primes	42 807 €
Autres charges de personnel	
Intérêts courus	1 847 €
<b>TOTAL</b>	<b>58 042 €</b>

### H) Charges et produits constatés d'avance :

Charges constatées d'avance	Montant
Fournitures non stockés	3 999 €
Assurances	7 132 €
Autres charges d'exploitation	3 071 €
<b>TOTAL</b>	<b>14 202 €</b>
Produits constatés d'avance	Montant
Prestations service location	1 769 €
CEJ JR – Département 67	59 442 €
CEJ JR – Département 68	13 302 €
<b>TOTAL</b>	<b>74 513 €</b>

### I) État des provisions :

Les comptes intègrent une provision au titre des indemnités de départ à la retraite

Mobilex, conformément à l'obligation conventionnelle des métiers de services annexes à l'automobile a transféré la gestion des indemnités de fin de carrière à la Caisse IRP Autos à Angoulême.

La Convention Collective des ACI ne proposant pas ce type de garantie, il est constaté dans les comptes de l'exercice une provision pour pensions et retraites relative aux 3 salariés en CDI au sein de l'établissement. Cette dernière représente un montant chargé de 6 200 € au 31/12/2023.

### J) Tableau de suivi des fonds dédiés :

Situations	Montant des fonds affectés au projet	Fonds à dégager au début de l'exercice	Utilisation en cours d'exercice (#789)	Engagement à réaliser sur nouvelles ressources affectées (# 689)	Fonds restants à engager en fin d'exercice
<b>Total ressources publiques</b>	- €	- €	- €		- €
<b>Total ressources privées</b>	- €	- €	- €		- €
<b>TOTAL</b>	- €	- €	- €		- €

### K) Tableau de suivi des fonds propres au 31/12/2023 :

Libellé	Solde au début de l'exercice	Augmentations	Diminutions	Solde à la fin de l'exercice
Fonds propres	13 720 €			13 720 €
Apport avec droit de reprise	18 000 €	45 000 €	6 000 €	57 000 €
Subventions d'investissement amortissables	201 510 €		44 439 €	157 071 €
Report à nouveau	<6 025> €		<30 245> €	<36 270> €
Résultat de l'exercice	<30 245> €	<39 664> €	30 245 €	<39 664> €
<b>Total</b>	<b>196 960 €</b>	<b>5 336 €</b>	<b>50 439 €</b>	<b>151 857 €</b>

### L) État des engagements hors bilan au 31/12/2023 :

Les seuls engagements hors bilan portent sur :

- 4 contrats de LOA portant sur des Véhicules Renault Twingo dont le terme est fixé au 31/05/2024 ;
- 4 contrats de LOA portant sur des véhicules Dacia dont le terme est fixé au 25/03/2027 ;
- la caution personne morale (convention) pour un montant de 50 009€ de République française présidence ;
- la caution sté caution (convention) pour un montant de 1 263 € de Association France active.

### M) Informations relatives à la rémunération des dirigeants :

Le montant des rémunérations et avantages en nature versés aux trois plus hauts cadres dirigeants bénévoles ou salariés s'est élevé à 56 758 €.

**N) Traitement du passif social lié au traitement des retraites :**

Voir point I) Etat des provisions

**O) Effectif de l'association :**

Au 31 décembre 2023, les effectifs de l'association se répartissaient comme suit :

Etablissement	Cadre	Agent maîtrise	Employé	Ouvrier	Dont contrats aidés
SIRET 00028	1	1	6		1
SIRET 00036		1	3	16	15

**P) Détail des honoraires du Commissaire aux Comptes :**

Pour 2023, les honoraires de notre Commissaire aux Comptes figurant au Compte de résultat se répartissent comme suit :

- honoraires facturés au titre du contrôle légal des comptes 7 140 € TTC
  - honoraires facturés au titre des conseils et prestations de services - € TTC
- entrant dans les SACC telles que définies par les NEP

**8- Contributions volontaires en nature**

Notre entité a comptabilisé les contributions volontaires en nature suivantes :

- Bénévolat correspondant au temps passé au service de l'association dans le cadre de la gestion par les administrateurs (participation au CA, réunions de travail avec le Président et les membres du CA,...). Ces bénévoles sont intervenus pour l'Association, au cours de l'année 2023, à hauteur de 320 heures valorisées au taux horaire de 12,50 €. Le bénévolat est ainsi valorisé à hauteur de 4 000 €. Les abandons de frais par ces mêmes bénévoles représentent un total de 1 605 €
- Don de véhicules : 17 véhicules ont été cédés à titre gratuit représentant la contre valeur de 44 730 €
- Don de matériel : En 2023, l'association MOBILEX a bénéficié d'un don en nature relatif à du petit outillage et des consommables représentant 5 670 €
- Abandon de frais : Les frais de déplacement des administrateurs ont fait l'objet d'un abandon de créance. Ils ont représenté en 2023 la somme de 1 864 €.

Les montants mentionnés dans le rapport de gestion ne sont pas indiqués dans le pied de compte de résultat.